Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MARS 1852.

Prorogation des effets de l'art. 40 et extension de l'art. 66 de la loi du 15 juillet 1849, sur l'enseignement supérieur.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'art. 40 de la loi du 15 juillet 1849 sur l'enseignement supérieur est ainsi conçu :

« ART. 40. — Le Gouvernement procède à la formation des jurys chargés des examens, et prend les mesures réglementaires que leur organisation nécessite.

» Cette disposition n'aura d'effet que pour trois ans.

» Le Gouvernement compose chaque jury d'examen, de telle manière que les professeurs de l'enseignement dirigé ou subsidié par l'État, et ceux de l'enseignement privé, y soient appelés en nombre égal.

» Le président du jury est choisi en dehors du corps enseignant.

» Toute personne peut se présenter aux examens et obtenir des grades. sans distinction du lieu où elle a étudié et de la manière dont elle a fait ses études. »

La disposition contenue dans le premier paragraphe de cet article cessera d'être en vigueur après la session de Pâques; il est donc nécessaire qu'une nouvelle loi intervienne avant la deuxième session de cette année.

Adoptant l'avis du conseil de perfectionnement de l'enseignement supérieur, le Gouvernement pense qu'il y a lieu d'expérimenter le système actuel pendant trois sessions encore, avant de le consacrer d'une manière définitive.

En conséquence, le Roi m'a autorisé à présenter aux Chambres une disposition ainsi conçue :

« Le mode de formation des jurys chargés des examens, établi, provisoirement, pour le terme de trois ans, par le § 1^{er} de l'art. 40 de la loi du 15 juillet 1849 sur l'enseignement supérieur, est maintenu pour la deuxième session de 1852 et les deux sessions de 1853. »

L'art. 2 du projet de loi concerne les Belges qui font leurs études à l'étranger.

Aux termes de l'art. 66 de ladite loi, le Gouvernement peut accorder des dispenses aux étrangers munis d'un diplôme de licencié, de docteur ou de pharmacien, sur un avis conforme du jury d'examen.

Il arrive que de jeunes Belges sont dans l'impossibilité de faire leurs études en Belgique et doivent prendre leurs grades à l'étranger ; les fils de nos agents diplomatiques , par exemple , peuvent se trouver dans ce cas. Je pense qu'il est juste d'assimiler au moins ces jeunes gens aux étrangers dont il s'agit à l'art. 66 de la loi. Il serait rigoureux de ne leur tenir aucun compte des grades qu'ils ont acquis hors de leur pays, et d'exiger d'eux qu'ils subissent devant les jurys belges les divers examens qui conduisent au grade de docteur. Du reste, les cas d'application seront rares ; il ne pourra pas être fait abus de la disposition, puisqu'il faudra un avis *conforme* des jurys d'examen. Il n'est pas à craindre que ces jurys, composés de professeurs universitaires, fassent preuve d'une indulgence déplacée.

L'art. 66 de la loi sur l'enseignement supérieur a déjà été rendu applicable aux Belges, gradués de l'Université de Bologne (Italie), où ils ont fait leurs études aux frais de la fondation Jacobs, instituée près de cette université (loi du 25 mai 1847).

Je crois devoir mettre sous les yeux de la Chambre un exposé sommaire de la manière dont le Gouvernement a exécuté l'art. 40 de la loi du 15 juillet 1849.

Il a été institué pour chaque session :

1° Des jurys *universitaires* siégeant dans les villes d'université et composés, en nombre égal, de professeurs d'une université de l'État et de professeurs d'une université libre ;

2° Un jury *central*, siégeant à Bruxelles.

Il y a eu pour chaque jury, un président, choisi en dehors du corps enseignant.

Les jurys *universitaires* de philosophie et lettres ont été subdivisés en trois sections :

- I. Pour l'épreuve préparatoire à la candidature en sciences ;
- II. Pour le grade de candidat en philosophie et lettres ;
- III. Pour le grade de docteur en philosophie et lettres.

Les jurys universitaires des *sciences* ont été subdivisés en quatre sections :

- I. Pour le grade de candidat en sciences naturelles, et pour le grade de candidat en pharmacie ;
- II. Pour le grade de candidat en sciences physiques et mathématiques ;
- III. Pour le grade de docteur en sciences naturelles ;
- IV. Pour le grade de docteur en sciences physiques et mathématiques.

Les jurys universitaires de *droit* ont été subdivisés en cinq sections :

- I. Pour le grade de candidat en droit ;
- II. Pour le premier examen de docteur en droit ;
- III. Pour le deuxième examen de docteur en droit ;
- IV. Pour l'examen de candidat notaire ;
- V. Pour l'examen de docteur en sciences politiques et administratives.

Les jurys universitaires de *médecine* ont été subdivisés en cinq sections :

- I. Pour le grade de candidat en médecine, en chirurgie et en accouchements ;

II. Pour le premier examen de docteur en médecine, en chirurgie et en accouchements;

III. Pour le deuxième examen de docteur en médecine, en chirurgie et en accouchements;

IV. Pour le troisième examen de docteur en médecine, en chirurgie et en accouchements;

V. Pour l'examen de pharmacien.

Des renseignements complets sur l'exécution de l'art. 40 de la loi du 15 juillet 1849 et sur les résultats que ce système a produits, seront soumis dans le prochain rapport triennal sur l'enseignement supérieur.

Le Ministre de l'Intérieur,

CH. ROGIER.

PROJET DE LOI.

Léopold,**ROI DES BELGES,***À tous présents et à venir, Salut.*

Vu le rapport et sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de présenter aux Chambres, en Notre nom, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le mode de formation des jurys chargés des examens, établi provisoirement, pour le terme de trois ans, par le § 1^{er} de l'art. 40 de la loi du 15 juillet 1849 (*Journal officiel* n° 200) sur l'enseignement supérieur, est maintenu pour la 2^e session de 1852 et les deux sessions de 1855.

ART. 2.

L'art. 66 de la même loi qui autorise le Gouvernement à accorder des dispenses aux étrangers munis d'un diplôme de licencié, de docteur ou de pharmacien, sur un avis conforme du jury d'examen, est rendu applicable aux Belges qui auront obtenu l'un ou l'autre de ces diplômes à l'étranger et qui auront justifié de l'impossibilité où ils se sont trouvés de faire leurs études en Belgique.

Donné à Bruxelles, le 24 mars 1852.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

CH. ROGIER.